

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage –
Étude de programmation architecturale,
technique et paysagère et Assistance à la
passation d'un concours de maîtrise d'œuvre-
Campus Lillois de la formation à Roubaix (59)

Réf.marché : CCIR-GL-2023-70



ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS-VARIATION DANS LES PRIX-REGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION-PENALITES

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

ARTICLE 6. EXECUTION DES MISSIONS

ARTICLE 7. CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 8. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

ARTICLE 9. RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 10. ASSURANCES

ARTICLE 11. REGLEMENT DES LITIGES

ARTICLE 12. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

ARTICLE 13. NORMES EN VIGUEUR ET TRAITEMENT RPGD

ARTICLE 14. OBLIGATIONS DU TITULAIRE RESULTANT DES LOIS ET REGLEMENTS RELATIFS A LA PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET AUX CONDITIONS DE TRAVAIL

ARTICLE 15. CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES RESULTANT DU MARCHE

ARTICLE 16. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du Marché – Allotissement-Cahier des clauses administratives générales applicables-Définition

Le présent marché a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à une étude de programmation architecturale, technique et paysagère et à une assistance à la passation d'un concours de maîtrise d'œuvre pour le campus lillois de la formation à Roubaix (59).

Le cahier des clauses administratives générales applicable au présent marché est le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté en date du 30 mars 2021 (JORF n°0078 du 1 avril 2021) et modifié par arrêté en date du 29 décembre 2022 (JORF n°0303 du 31 décembre 2022) et mentionné dans le présent document par l'abréviation « CCAG-PI ».

Le pouvoir adjudicateur désigné par le terme « acheteur » dans le présent document est :

CCI de région Hauts-de-France

299 BOULEVARD DE LEEDS

CS 90028

59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

1.2. Titulaire du Marché

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, le titulaire doit désigner dans son mémoire technique remis dans le cadre de son offre les personnes physiques (nom, prénom, n° téléphone et de télécopie, adresse et adresse électronique valide) habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dès la transmission de l'information à l'acheteur.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

Les informations, avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1. du CCAG-PI.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

1.3. Allotissement-Phases

1.3.1-Allotissement

Le marché n'est pas alloti en raison de son objet.

1.3.2-Phases

Les prestations sont réparties en 4 phases distinctes :

- Phase 1-Recueil, analyse des données et élaboration d'un pré-programme
- Phase 2-Elaboration du programme en vue de la passation d'un concours de maîtrise d'oeuvre
- Phase 3-Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la phase de concours de maîtrise d'oeuvre
- Phase 4-Réalisation du suivi de l'équipe de maîtrise d'œuvre jusqu'à la phase avant-projet définitif (APD)

Chacune de ces phases constitue une partie technique au sens de l'article 22 du CCAG-PI.

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur peut décider, au terme de chaque phase de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

1.4. Tranches – Prestations supplémentaires

Tranches :

Les prestations visées à l'article 1.1 ci-dessus ne sont pas composées de tranches.

Prestation Supplémentaire

Il n'est pas prévu de Prestation supplémentaire éventuelle.

1.5. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties limitées de son marché dans les conditions prévues par les articles L2193-4 à L2193-6 et R2193-3 à R2193-8 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur et après agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant. En complément de l'article 3.6.1 du CCAG-PI, il est précisé que la présentation des curriculum vitae des chargés d'études sera nécessaire à l'acceptation du ou des sous-traitants.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

2.1. Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire, à l'exclusion des quantités renseignées en son sein par le titulaire (D.P.G.F.) ;
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté en date du 30 mars 2021 (JORF n°0078 du 1 avril 2021) et modifié par arrêté en date du 29 décembre 2022 (JORF n°0303 du 31 décembre 2022) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes suivantes :
 - *Plans topographiques*
 - *Plans des bâtiments*
 - *PLU*
 - *Diagnostic ONF*
- Le planning prévisionnel d'exécution des prestations remis par le titulaire dans son offre, qui sera remplacé par le planning d'exécution des prestations acté entre le titulaire et l'acheteur au cours de la réunion de lancement ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les bons de commande ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

2.2. Pièces générales :

- Le Code de la commande publique,
- les autres documents applicables sont, d'une façon générale, ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini au 3.3.2 ci-après.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS-VARIATION DANS LES PRIX-REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement et ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'opérateur économique titulaire et à ses sous-traitants soumis à l'agrément du représentant du pouvoir adjudicateur
- ou
- l'opérateur mandataire, à ses co-traitants et aux sous-traitants soumis à l'agrément du représentant du pouvoir adjudicateur.

3.2. Contenu des prix – règlement des comptes

3.2.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont établis hors T.V.A . Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG-PI, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ils comprennent notamment les frais de déplacement des chargés de mission du titulaire et les frais de réunions avec l'acheteur. Ils incluent l'établissement des dossiers d'étude dans les conditions et en nombre d'exemplaires définis au CCTP.

La sous-estimation du temps nécessaire à l'exécution d'une tâche ne pourra donner lieu à aucune majoration de prix.

Les prix sont établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le représentant de la personne publique. Ils comprennent donc toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation prévue au marché.

Les opérateurs économiques devront, avant la remise de leur offre obtenir tous les renseignements qui pourraient leur faire défaut sur la connaissance de l'objet du marché.

3.2.2. Caractéristique des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées :

- En partie par application d'un prix global et forfaitaire fixé dans l'acte d'engagement pour la réalisation de la mission dans son ensemble, comprenant également le montant total de chaque phase. La décomposition par nature de prestations est fixée dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) remise par le titulaire dans le cadre de son offre. Il est précisé que les quantités renseignées par le titulaire au sein de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ne sont pas contractuelles. Ainsi, le titulaire devra réaliser les prestations sur lesquelles il s'est engagé quelles que soient les quantités à engager et selon le montant global et forfaitaire remis à l'acte d'engagement et le montant total de la phase concernée.
- En cas de besoin, en partie par application des prix unitaires remis dans le bordereau de prix unitaires et aux quantités réellement exécutées. Pour cette partie il sera émis un bon de commande au besoin (c.f article 6.1 du présent C.C.A.P)

3.3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des missions sont réputées réglées par les stipulations suivantes :

3.3.1. Révision

Les prix du marché (partie à prix global et forfaitaire et partie à prix unitaires) sont révisables suivants les modalités fixées ci-après.

3.3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés avoir été établis à la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre (soit à l'acte d'engagement). Autrement dit, cette date correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire.

3.3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations du marché est :

- Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 publié sur le site de <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010> Identifiant : 001711010

3.3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de l'acompte du mois n d'exécution des prestations est donné par la formule :

$$Cn = I_n / I_0$$

dans laquelle :

I₀ et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché respectivement au mois M0 (mois de remise de l'offre par le titulaire) et au mois n.

Le mois n sera déterminé comme suit :

- Pour la partie à prix global et forfaitaire : index du mois au cours duquel l'acompte est facturable.
- Pour la partie à bons de commande : index du mois au cours duquel le bon de commande est facturable.

Cette révision, qui n'a pas à être constatée par avenant, constitue une fois pour toute, la pièce justificative de toutes les demandes de paiement émises par le titulaire.

3.3.5. Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.4. Règlement des comptes

3.4.1-Acomptes et règlement du solde

Il sera fait application des articles 11.2 à 11.8.2 du CCAG-PI.

Les prestations seront réglées suivant l'échéancier ci-dessous :

Phase 1 : Recueil, analyse des données et élaboration d'un pré-programme

- 40% du montant de la phase 1 à la restitution intermédiaire validée
- Montant restant de la phase 1 à la restitution finale validée

Phase 2 : Elaboration du Programme

- 100 % du montant de la phase 2 à la restitution du programme validé

Phase 3 : Délais partiels Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la phase concours de maîtrise d'œuvre

- 50 % du montant de la phase 3 au rendu de l'analyse des candidatures validée
- 40 % du montant de la phase 3 au rendu de l'analyse des projets validée

-10 % restant du montant de la phase 3 à l'issue de la mise au point avec le lauréat (marché sans publicité ni mise en concurrence préalable) ou à défaut de mise au point à l'attribution du marché.

- **Phase 4 : Réalisation du suivi de l'équipe de maîtrise d'œuvre jusqu'à la phase APD (Avant-Projet Définitif)**

-50 % du montant de la phase 4 à la restitution de la phase APS validée

-50 % restant du montant de la phase 4 à la restitution de la phase APD validée

3.4.2- Groupement d'opérateurs économiques

Conformément à l'article 12.1.1 du CCAG-PI, en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Conformément à l'article 12.1.2 du CCAG-PI, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Conformément à l'article 12.1.3 du CCAG-PI, quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Conformément à l'article 12.1.4 du CCAG-PI, le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

3.5. Modes de règlement

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique, par virement.

Le délai global de paiement est de 30 jours après réception de la facture dès lors que celle-ci a été acceptée par l'acheteur.

Le titulaire a droit à des intérêts moratoires, dans les conditions réglementaires, en cas de retard dans les paiements tel qu'il est prévu à l'alinéa précédent. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

3.6. - Echanges dématérialisées des pièces relatives au règlement des comptes

Rappel :

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, depuis le 1er janvier 2020, toutes les entreprises (en leur qualité de titulaire d'un marché public, que ce soit pour leur propre compte ou pour la facturation de leurs sous-traitants admis au paiement direct) sont tenues de transmettre leurs factures de façon électronique.

3.6.1 - Modalités de facturation électronique

a) Les entreprises soumises à l'obligation de transmission des factures sous forme électronique sont tenues d'utiliser la solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat et dénommée « portail de facturation » ou « chorus-pro ».

Pour les pré-requis ou une assistance à l'utilisation du portail, consultez le site officiel en suivant le lien : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

b) Les acteurs intervenant dans le processus de gestion des marchés de fournitures courantes et services sont :

- Fournisseurs (titulaire, cotraitant, sous-traitant)
- Ordonnateur destinataire : service financier

c) Chaque acteur intervenant dans le processus de facturation de chorus-Pro est tenu :

- d'utilisé le cadre de facturation approprié à son rôle et la pièce déposée
- de renseigner le numéro d'engagement communiqué par l'ordonnateur ou le code service (le numéro du marché)
- de se conformer aux principes d'utilisation de chorus pro (cf. documentation disponible en suivant ce lien : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/> rubrique Gérer mes factures (pour les marchés de services).

d) en cas d'erreur sur les données d'acheminement (SIRET, code service ou numéro d'engagement) mentionnées sur la facture, les services du pouvoir adjudicateur peuvent demander au fournisseur la modification de ces données. Celle-ci renvoie sa facture tout en conservant le même numéro.

e) Lorsqu'une ou plusieurs pièces justificatives sont manquantes, les services du pouvoir adjudicateur suspendent la facture du fournisseur. Ce dernier complète sa demande de paiement avec les pièces jointes et renvoie la facture.

f) Toute erreur constatée sur la facture et ne relevant pas des alinéas précédents entraîne son rejet. La régularisation s'effectue alors par l'émission d'une nouvelle facture.

3.6.2– Format des pièces déposées

a) Tout dépôt en mode « initial » ou « association » s'effectue au format PDF généré à partir de la version bureautique du modèle communiqué par le représentant du pouvoir adjudicateur.

b) le dépôt du projet de décompte par le titulaire est accompagné, en pièce jointe, de la version bureautique ayant servi à générer le document au format PDF.

3.6.3-Cas d'entreprises groupées

La notion de groupements d'entreprises n'existe pas dans Chorus pro. Sauf exception autorisée par le représentant du pouvoir adjudicateur, il est recommandé un dépôt unique par le mandataire, au sein du même dossier de facturation, de l'ensemble des demandes de paiement des cotraitants, sous la forme d'un projet de décompte consolidant l'ensemble de ces demandes. Les pièces seront déposées selon le format prévue au point 3.6.2. ci-dessus.

3.6.4- Incident technique

En cas d'incident technique ou d'évolutions de Chorus pro impactant le mode de transmission des pièces, le représentant du pouvoir adjudicateur communiquera aux acteurs intervenant dans le processus de facturation les mesures à observer à titre conservatoire.

Sauf modification des présentes clauses, ces mesures resteront en vigueur jusqu'à retour de l'état normal de fonctionnement ou, à défaut, la date contractuelle de fin d'exécution du présent marché.

3.7. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La demande de paiement du sous-traitant est envoyée à l'adresse suivante :

CCI de région Hauts-de-France
Direction Financière
TSA 11540
59049 Lille cedex

Le pouvoir adjudicateur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 3.5. du présent CCAP. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le représentant de la personne publique à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION-PENALITES

4.1. Délais d'exécution de l'étude

Les délais d'exécution maximum de chaque phase et les délais intermédiaires maximum au sein de chaque phase sont fixés dans le cahier des clauses techniques particulières. Il est précisé que certains délais intermédiaires sont fixés par le titulaire dans son planning prévisionnel d'exécution des prestations conformément aux exigences du cahier des clauses techniques particulières.

La phase 1 démarre à compter de la date de notification du marché valant ordre de service de démarrage de cette phase. Les phases 2, 3 et 4 commenceront à compter de la date inscrite à l'ordre de service en prescrivant le commencement.

Chacune de ces phases sera exécutée conformément au planning d'exécution établi pendant la réunion de lancement entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire, qui remplacera le planning prévisionnel d'exécution transmis par le titulaire dans l'offre.

4.2. Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur lorsque l'exécution des prestations ne peut être effectuée dans le délai contractuel pour une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation du délai d'exécution, le titulaire doit signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, par courriel ou par lettre recommandée avec avis de réception, les causes échappant à sa responsabilité qui font obstacle à l'exécution du marché dans le délai imparti, ainsi que la date à laquelle ces dernières sont apparues. Il formule en même temps une demande motivée de prolongation du délai d'exécution des prestations et indique au représentant du pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée, si elle est connue.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire doit informer l'acheteur dès l'arrivée des causes faisant obstacle à l'exécution du marché.

Conformément à l'article 13.3.3 du CCAG-PI, l'acheteur dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de cette demande pour notifier sa décision au titulaire. En l'absence de réponse dans ce délai, la demande du titulaire est réputée acceptée pour la durée demandée.

Si le dépassement du délai est du fait de l'acheteur, un ordre de service de prolongation sera établi avec transmission le cas échéant du calendrier d'exécution mis à jour.

4.3. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en cas de retard dans la présentation de documents ou de rapports prévus par le présent marché et de manière générale, en cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire du marché subira une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard et par retard constaté.

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités s'appliquent dès le 1^{er} euro, sans nécessité d'atteinte d'un montant préalablement et sans limite de montant maximum.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. Cautionnement

Sans objet.

5.2. Avance forfaitaire

Il est fait application de l'option B de l'article 11 du CCAG-PI et plus précisément de l'article B.11.1 du CCAG-PI.

Si le Titulaire ne la refuse pas dans l'acte d'engagement, une avance lui sera versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la Commande Publique lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000,00 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Pour les petites et moyennes entreprises mentionnées à l'article R2151-13 du Code de la Commande Publique :

Le montant de cette avance est fixé à 10% de la somme S suivante :

$S = 12 \times \text{montant initial TTC du marché}$

Durée du marché

, sous réserve des dispositions des articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la Commande Publique.

Pour les autres entreprises :

Le montant de cette avance est fixé à 5% de la somme S suivante :

$S = 12 \times \text{montant initial TTC du marché}$

Durée du marché

, sous réserve des dispositions des articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la Commande Publique.

Pour toutes les entreprises :

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai de 30 jours compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché.

Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Elle s'exerce dans les conditions prévues aux articles R2193-17 à R2193-21 du code de la Commande Publique.

ARTICLE 6. EXECUTION DES MISSIONS

6.1. Programme d'exécution des missions

La mission se déroulera selon les prescriptions du cahier des clauses techniques particulières et selon les propositions du titulaire dans son mémoire technique et acceptées par l'acheteur.

Concernant les prestations à bons de commande relatives aux réunions et rendez-vous complémentaires, l'exécution des prestations se fait au fur et à mesure et dans les conditions fixées par les commandes. Les bons de commande seront envoyés par mail au titulaire :

Dès réception d'un bon de commande par le titulaire, celui-ci doit en accuser réception sans délai et doit, à cet effet, communiquer à l'acheteur :

- la date de réception du bon de commande
- le cas échéant, le numéro d'enregistrement interne du titulaire, du bon de commande

- toute autre information utile pour la bonne gestion du bon de commande, notamment erreurs ou omissions décelées.

Cette communication à l'acheteur sera réalisée par courriel.

L'exécution des prestations se fait au fur et à mesure et dans les conditions fixées par les commandes. Les bons de commande indiquent au minimum :

- Les prix unitaires et quantités à mettre en œuvre
- La date ou le délai d'exécution
- Le lieu d'exécution
- Le montant correspondant aux prestations commandées

6.2. Mesures de sécurité

Toutes les visites et reconnaissances d'ouvrages, notamment sur le site, seront effectuées sous la responsabilité du prestataire qui justifiera d'une assurance ad hoc.

Les précautions et dispositifs de sécurité adaptés seront mis en œuvre conformément à la législation en vigueur.

6.3. Secret professionnel et obligation de discrétion

Le titulaire est tenu de maintenir confidentiels tous renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre du marché et de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire, ainsi que les produits qui lui sont confiés pour d'autres usages que celui faisant l'objet du marché. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs ou par ses sous-traitants éventuels.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'acheteur.

Tout manquement à cette obligation pourra conduire à la résiliation du marché et ce, par dérogation à l'article 39.2 du C.C.A.G. – P.I., sans mise en demeure préalable et sans indemnités, sans préjudice des dommages et intérêts et de toutes les pénalités qui pourraient être infligées au titulaire du fait des indiscretions commises.

6.4 - Connaissance des éléments afférents à l'exécution du marché

Le titulaire est réputé :

- avoir apprécié exactement la nature, l'importance et les particularités de ce qui est demandé,
- s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du représentant de la personne publique

Le Titulaire s'engage à n'élever aucune protestation sur les réserves ci-dessus énoncées.

6.5 – Restitution de documents

En cas de besoin, l'acheteur met à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation de la mission ou lui facilite l'obtention des informations et renseignements dont il pourrait avoir besoin.

Tous les documents qui auront ainsi été mis à disposition devront être remis au représentant de la personne publique, en fin de mission.

ARTICLE 7. CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS

7.1- Documents remis-Contrôle des prestations fournies

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations dans les conditions prévues au CCTP.

Les différents documents attendus du prestataire devront être présentés à l'acheteur dans les conditions prévues au CCTP et être de présentation claire et soignée. Ils seront illustrés par tout moyen susceptible d'en faciliter la lecture et la compréhension.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, l'accord écrit de l'acheteur sur le contenu des documents sera requis pour passer à l'étape suivante en cas de délai intermédiaire de réalisation au sein d'une phase et dans tous les cas, sera nécessaire pour prononcer l'admission des prestations et de la phase concernée.

7.2- Réception

Il sera fait application de l'article 29 du C.C.A.G - P.I. à l'exception de l'admission tacite des prestations et de la mention de l'application du délai prévu à l'article 28.2 du CCAG-PI en son sein et auquel il est dérogé à l'article 7.1 du présent CCAP.

L'acheteur ne pourra prononcer la réception des prestations prévues au marché qu'après avoir constaté :

- 1 – que les opérations incombant au titulaire ont été exécutées par lui suivant la méthodologie la mieux adaptée,
- 2 – que les pièces fournies par le titulaire sont établies conformément à l'objet et aux prescriptions du présent marché.

7.3- Propriétés des études

Les documents établis en exécution du présent marché ne pourront être diffusés qu'avec l'accord de l'acheteur.

7.4 -Utilisation des résultats

Concernant les droits respectifs de l'acheteur et du titulaire du présent marché et dans le cadre de l'utilisation des résultats, il sera fait application de l'article 35 du CCAG-PI.

Il est précisé que les résultats étant susceptibles de faire l'objet d'une publication sur internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

Le titulaire garantit le représentant de la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle des prestations du marché.

ARTICLE 8. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer des marchés complémentaires qui seront exécutés par le titulaire initial et qui auront pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées par le présent marché. Ces marchés complémentaires pourront être conclus dans un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent marché.

ARTICLE 9. RESILIATION DU MARCHÉ

Les dispositions du Chapitre VII du CCAG-PI (articles 36 à 40 inclus) s'appliquent.

ARTICLE 10. ASSURANCES

Dès la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240, 1241, 1242 alinéas 1, 2 et 5 du code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

ARTICLE 11. REGLEMENT DES LITIGES

Si un différend survenait à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforcent de le régler à l'amiable dans les conditions prévues à l'article 43 du CCAG-PI. En cas d'échec de cette procédure et de désaccord persistant, le Tribunal Administratif compétent sera celui de Lille.

ARTICLE 12. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

La loi française est seule applicable au présent marché. L'usage de la langue française est obligatoire dans les réunions, les rapports, les correspondances, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA. Le numéro d'identification fiscal de la personne publique sera communiqué au titulaire du marché par l'acheteur.

ARTICLE 13. NORMES EN VIGUEUR ET TRAITEMENT RPGD

Les prestations effectuées dans le cadre du marché devront respecter l'ensemble des normes françaises, européennes et internationales en vigueur lui correspondant.

En cas d'évolution de la réglementation, le titulaire est tenu de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions, à compter de leur date d'effet.

En complément de l'article 5.2 du CCAG-PI, il est précisé que lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après dénommé « R.G.P.D. »), ainsi que la loi 2018-493 relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018.

Le titulaire est assimilé au titre du présent marché public à un sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement susvisé.

A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché public ;
- traiter les données conformément aux instructions de la C.C.I.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement la C.C.I.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer la C.C.I. de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;

- ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale de la C.C.I. ;
- prend toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du R.G.P.D. ;
- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions de la C.C.I. ;
- mettre à la disposition de la C.C.I. toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du R.G.P.D. et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement de la C.C.I. ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

ARTICLE 14. OBLIGATIONS DU TITULAIRE RESULTANT DES LOIS ET REGLEMENTS RELATIFS A LA PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET AUX CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'oeuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la CCI de région Hauts-de-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

En cas de groupement momentané d'entreprises, ces dispositions s'appliquent à l'ensemble du groupement.

ARTICLE 15. CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES RESULTANT DU MARCHÉ

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur remet alors au titulaire soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie (Arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics publié au Journal Officiel du 02 août 2020).

Il est délivré, au gré du titulaire, soit un exemplaire unique ou certificat de cessibilité du marché.

Dans le cas d'un marché exécuté par un groupement conjoint, il sera délivré à chaque entreprise qui en fait la demande, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité limité au montant des prestations qui lui sont confiées.

Dans le cas d'un marché exécuté par un groupement solidaire, il est délivré un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité au nom du groupement, dès lors que les prestations réalisées par les entreprises ne sont pas individualisées. Si les prestations sont individualisées, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité correspondant à la prestation qu'elle exécute est délivré à chaque entreprise.

ARTICLE 16. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 1.2 du CCAP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG-PI

L'article 1.2 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI

L'article 1.5 du CCAP déroge à l'article 3.6.1 du CCAG-PI

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-PI

L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 13.3.2 du CCAG-PI

L'article 4.3 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI

L'article 6.3 du CCAP déroge à l'article 39.2 du CCAG-PI

L'article 7.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG-PI

L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG-PI

L'article 13 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG-PI